

Abderrezak Makri, président du MSP, à "Liberté"

## "Nous serons présents en 2019"



©Yahi  
a/Libe  
rté

*Auréolé par sa réélection à la tête du MSP, Abderrezak Makri se projette désormais dans l'échéance de 2019 à laquelle, dit-il, son parti sera présent d'une manière ou d'une autre.*

***Entretien réalisé par : Farid Abdeladim***

**Liberté : Le 7e congrès du MSP a été marqué par une adversité entre vous et deux anciens présidents du parti, en l'occurrence Abou Djerra Soltani et Abdelmadjid Menasra. Cela ne risque-t-il pas de se répercuter sur le fonctionnement du parti ?**

**Abderrezak Makri :** Non. Bien contraire le congrès a été un exemple d'organisation et de démocratie. Le rôle de chacun a été respecté. Ce qui a spécifié ce congrès c'est la démocratie totale qui l'a caractérisé durant les trois jours. Le congrès s'est attelé sur trois axes principaux. D'abord le choix de l'orientation politique qui été débattue plusieurs mois avant le congrès au niveau local. Ensuite, il y avait le choix des dirigeants du parti. Cela a commencé aussi au niveau de la base avant d'arriver au congrès, à travers l'élection des délégués des différentes wilayas. Au MSP, tous les dirigeants sont élus. C'est dire qu'on privilégie le fonctionnement démocratique. MM. Abou Djerra et Menasra ont exprimé démocratiquement leur position, mais à la fin le congrès a tranché souverainement. Après le vote à l'unanimité du bilan de mon mandat précédent, j'ai été réélu avec plus de 73% des voix exprimées.

**Les déclarations incendiaires de vos adversaires lors de ce congrès n'ont-elles pas altéré vos rapports ?**

Nous sommes toujours dans le même mouvement et sommes quand même frères, amis et collègues. Dans la politique, on peut ne pas être d'accord mais sans pour autant devenir des ennemis. Nous étions en compétition avant et durant le congrès, mais après le congrès tout le monde doit respecter l'exercice de la démocratie et les règlements du parti. Nous sommes encore tous dans le même parti et nous nous entraiderons dans l'intérêt du pays. À la fin, je n'ai pas tiré profit de la réunification des rangs du parti après le retour du FC auquel des membres se sont opposés. Il est rare en politique qu'on arrive à atteindre un objectif sans pour autant en tirer profit. Mais je ne regrette rien. Bien au contraire. Je l'avais fait pour le principe et non pas pour mon intérêt.

**Dans la résolution politique adoptée à l'occasion du 7e congrès, vous maintenez clairement le MSP dans l'opposition...**

En fait, notre ligne s'inscrit dans la continuité. En politique, lorsqu'on n'est pas dans le gouvernement, on est automatiquement dans l'opposition. Quel que soit le niveau de l'opposition et/ou les approches politiques qu'on adopte. On peut par exemple être dans l'opposition tout en procédant par un soutien critique mais on n'endosse pas la responsabilité de la gouvernance. Nous, nous sommes un parti d'opposition. Nous incarnons la première force politique de l'opposition au Parlement. Donc, nous devons assumer notre rôle. Nous sommes un parti qui a ses idées, son programme et ses approches. Nous sommes une force de proposition. Nous ne sommes pas un parti d'opposition pour l'opposition. Nous ne sommes pas là juste pour critiquer les gouvernants et leurs politiques. Nous avons un programme qui a été confectionné avec la participation de plus de 100 experts. Nous sommes en contact permanent avec la population à travers l'ensemble des communes du pays. Nous connaissons les aspirations des citoyens auxquelles nous essayons de répondre par le biais de nos députés à travers des propositions de loi et le contrôle. Donc, on est toujours dans l'opposition et on ne peut pas parler de participation au gouvernement chaque mois, voire chaque semaine.

**Lors de votre conférence de presse d'après-congrès, vous avez longuement insisté sur la nécessité d'aller vers un consensus national. Vous vous êtes même proposé pour faire le médiateur. Pouvez-vous nous dire davantage sur ce projet ?**

Comme nous l'avons tout le temps fait, nous comptons en effet contacter toutes les parties concernées. Pour autant, nous ne prétendons pas faire le médiateur. Nous avons des idées et des propositions et nous allons les soumettre à tout le monde. Nous allons commencer par des pourparlers bilatéraux. Nous avons des approches et une vision de sortie des crises économique et politique. Nos relations vont certes nous faciliter le contact avec tout le monde, mais je ne peux pas dire que nous allons nous présenter comme médiateur.

**L'expérience de la Coordination pour les libertés et la transition démocratique (CLTD) n'est-elle pas décourageante pour vous ?**

Au contraire. Cela reste une expérience exceptionnelle. Il n'y a jamais eu de problèmes avec les principaux acteurs qui composaient cette entité, entre autres Talaie El-Houriat, le RCD et El-Adala d'Abdallah Djaballah. Le problème s'est posé avec deux et trois personnes que vous connaissez très bien. La CLTD a connu un grand succès dans plusieurs domaines. Le premier succès c'est le fait qu'elle a pu rassembler autour d'une même table l'ensemble des acteurs de l'opposition comme cela n'a jamais été fait depuis l'Indépendance. Le second acquis, c'est que cet espace de concertation nous a permis de tisser des liens d'amitié très profonds. Depuis, nous constituons une vraie communauté politique. Nous sommes en contact permanent. Le troisième acquis, et c'est le plus important, consiste en l'élaboration du document très important de la plateforme de Mazafran. La philosophie de la transition démocratique qui y est définie restera dans les annales de la vie politique en Algérie. Si le parcours de la CLTD s'est arrêté, la responsabilité n'incombe pas à ses membres mais bien au pouvoir qui n'a pas écouté l'appel au consensus. Le projet de la CLTD, faut-il le rappeler, était avant tout un projet consensuel. On avait appelé à une transition démocratique négociée. Personnellement j'avais été chargé par mes collègues de la CLTD de faire parvenir le document au pouvoir. Chose que j'ai faite au nom de l'opposition bien sûr. C'est dire que nous avons fait tout ce qu'on devait faire et c'est le pouvoir qui s'est détourné de cette main tendue de l'opposition pour travailler ensemble pour l'intérêt du pays. C'est pourquoi nous avons jugé inutile de continuer à tenir des rencontres tant que le pouvoir en place refuse toutes nos

propositions

**Le scénario d'un cinquième mandat pour Bouteflika se précise. Si cela se confirme, allez-vous adopter la même position qu'en 2014 et boycotter l'élection présidentielle ?**

Un bon politicien est celui qui tire les leçons des mauvaises expériences. Actuellement, nous sommes dans la logique d'un consensus national. Si on n'arrivera pas à se mettre d'accord pour aider, essentiellement, à la transition économique, puis essayer d'assurer une transition politique au second plan, là nous serons obligés d'adopter une autre méthode et un autre projet politique que nous allons définir au moment opportun. Le projet sera détaillé après la constitution du bureau national du parti à l'occasion de la session extraordinaire du madjliss echoura qui se tiendra au courant de ce Ramadhan. S'il n'y a pas de consensus, le pouvoir est appelé à donner des garanties pour l'organisation d'une compétition démocratique. En tout cas, notre parti sera présent d'une manière ou d'une autre. Nous serons présents en 2019.

**Avez-vous l'ambition de devenir président de la République ?**

Comme tout responsable d'un parti aussi important que le MSP qui a un programme politique et une vision, je souhaite évidemment le devenir un jour. C'est une question qui ne se pose même pas dans les pays démocratiques, parce qu'un parti politique est appelé à gouverner. C'est sa raison même d'exister.

**D'aucuns estiment aujourd'hui que le pays est gangrené par la corruption. Êtes-vous du même avis ?**

C'est le propre des systèmes non démocratiques. C'est l'un des procédés utilisés pour se pérenniser au pouvoir. La corruption généralisée repose sur la rente. On est en train de produire une société qui se dirige par la corruption. On ne cesse de tirer la sonnette d'alarme sur cette corruption qui menace le pays, mais c'est devenu une culture au sein du pouvoir. Le danger c'est que tous les citoyens sont exposés. La généralisation de la corruption est une façon de gouverner des systèmes totalitaires. Et toutes les politiques du système algérien visent cet objectif. La corruption gangrène la société à tel point que la résistance au changement est quasiment autant généralisée. La situation actuelle arrange bien des pans de la société. L'écroulement des valeurs mènera à l'effondrement de la société. Les gens comptent sur la rente et tant qu'il y a la rente, il y aura la corruption. Le problème de l'Algérie est un problème de gouvernance.

**F.A**